

# POUVOIR DE L'INFORMATION, INFORMATION DU POUVOIR

Par Nicolas DUVALLOIS

L'histoire de l'information télévisée n'a réellement débuté qu'en 1958. Auparavant, la télévision, peu répandue, se consacrait essentiellement aux spectacles, films et autres émissions dites «de variétés». L'instabilité des gouvernements rendait difficile le contrôle direct par eux de l'information. Aussi était-ce l'administration des PTT qui avait la haute main sur «l'outil-télévision».

## De Gaulle ou le contact direct

Première transformation fondamentale en 1958, avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, et aussi avec l'essor considérable de l'achat de postes de télévision.

Une des premières mesures du nouveau gouvernement est d'enlever la radio-télévision à l'administration des PTT pour la transformer en «établissement public»: la RTF est née. Avec une motivation politique bien précise. Dans les premières années, qui vont de 1958 aux législatives de 1962, De Gaulle gouverne seul: la grande majorité de la presse écrite lui est hostile, le «système des partis» aussi. De plus, le parti gaulliste, l'UNR, n'en est qu'à ses balbutiements et ne peut fournir au gouvernement le relais indispensable dans la population. La RTF répond à cette situation: elle est l'outil - quasiment le seul - par lequel De Gaulle peut s'adresser aux Français, les informer à sa manière, et orienter leur opinion. C'est l'époque des référendums, et c'est aussi l'époque des multiples interventions télévisées de De Gaulle, l'époque où le matériel de diffusion reste en permanence à l'Élysée, prêt à enregistrer à n'importe quelle heure les propos présidentiels.

## La télévision - UDR

Changement de situation politique en 1962, ... et modification de la forme de la mainmise du pouvoir sur l'information. La guerre d'Algérie se termine, et la presse écrite de droite assouplit son attitude vis-à-vis de De Gaulle. Plus fondamentalement, celui-ci dispose maintenant d'un parti, l'UNR, qui détient la majorité absolue à l'Assemblée, et qui est à même d'étendre ses ramifications dans tous les rouages de la société, y compris donc l'information télévisée. De Gaulle a des relais. En 1964 sont créés les «bureaux d'information régionaux», ancêtres de FR 3, dont le rôle est ni plus ni moins que d'aider à la promotion des élus locaux et régionaux du parti gaulliste. C'est également en 1964 qu'est créé, par Peyrefitte, l'incroyable «Service de liaison interministériel pour l'information»: chaque jour, des hauts-fonctionnaires se réunissent... pour décider du contenu du journal télévisé!

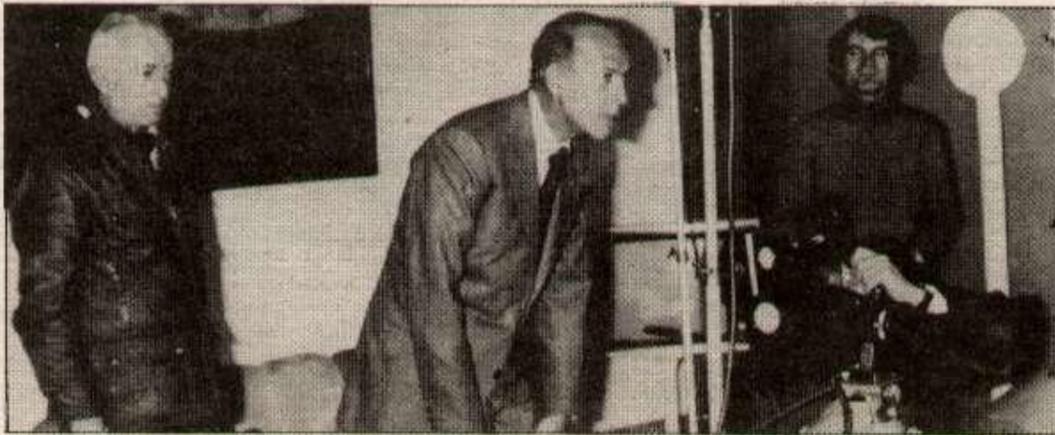
C'est l'époque où les présentateurs vedettes (François Gerbaud, futur député, Marcillac, etc.) ont la carte du parti gaulliste en poche. C'est l'époque où Gaston Monnerville, président du Sénat, est interdit de télévision parce qu'antigaulliste. De 1962 à 1969, il n'apparaît jamais sur

«TF 1, 20 h., avec Roger Gicquel». Le visage concentré du présentateur apparaît sur le petit écran, tandis qu'une voix «off» débite les titres de l'actualité. 7 millions de personnes regardent, et écoutent. Au même instant, ils sont près de 6 millions à voir apparaître, sur Antenne 2, le visage du jeune quadragénaire Poivre d'Arvor.

Tout le pouvoir de l'information est là. Chaque jour, 15 millions de personnes regardent les différents journaux télévisés, et près de 10 millions ne seront informés Q U E par la télévision, selon les résultats d'une récente enquête. Comment s'étonner dès lors que les gouvernants cherchent à utiliser ce pouvoir pour eux et leur classe?

Au fond, l'histoire de la mainmise du pouvoir sur l'information télévisée, c'est l'histoire du pouvoir lui-même. Qu'on en juge.

## II - L'EPOQUE DE LA CENSURE LIBERALE



Giscard: sur les écrans, mais aussi derrière les caméras.

les écrans. Souvenons-nous aussi que l'événement de la campagne présidentielle de 1965 fut l'apparition télévisée de Mitterrand et de Lecanuet. Membres de l'opposition, ils n'avaient plus parlé à la télévision depuis... 1958.

Cette situation va se poursuivre, cahin-caha, sous le règne de Pompidou. Les principes et les modes de fonctionnement restent les mêmes, mais le mouvement de mai-juin 1968 est passé par là. La période gaulliste se meurt.

### Giscard: deux fers au feu

Tout est alors modifié. Nous sommes en 1974, et Giscard est président de la République. Là où il y avait un parti dominant, hégémonique, il y a une division, des coalitions, un blocage qui ne vont que croître. Là où il y avait un personnage qui pouvait jouer de son prestige personnel pour assurer sa domination de classe, il y a un politicien élu avec 1 % de plus que son rival.

Les clivages politiques au sein de la bourgeoisie sont sensibles y compris au sein de l'appareil télévisé. Le problème posé en 1974 au gouvernement Giscard-Chirac est le suivant: comment continuer à assurer la domination du pouvoir sur l'information, comment assurer la propagande de la bourgeoisie, en sachant que celle-ci n'est plus unifiée, et que les anciennes formes de contrôle sont caduques. La réponse, ce sera la grande réforme de l'automne 1974, avec l'éclatement des chaînes.

La réforme de 1974 instaure trois chaînes - TF 1, A 2 et FR 3 - «libres» en ce sens qu'elles définissent elles-mêmes leurs programmes et peuvent jouer sur

les recettes publicitaires, mais bien contrôlées cependant, puisque c'est le gouvernement qui nomme les PDG, et le ministère des Finances qui répartit la manne, la redevance.

Cette contradiction - sociétés indépendantes du gouvernement mais financées par lui - se retrouve dans ce qui est aujourd'hui la manipulation de l'information télévisée. Tout se passe comme si le pouvoir, miné par ses contradictions internes, n'avait pas (encore?) tranché entre deux conceptions: une information directement contrôlée par l'Etat, une sorte de journal officiel («la voix de la France») et une information non-organiquement liée au pouvoir, mais assurant cependant la domination de la bourgeoisie par des formes plus subtiles. La contradiction a au moins l'avantage de permettre au gouvernement de mettre l'accent sur tel ou tel aspect, selon les circonstances politiques.

Inutile de s'apesantir sur les exemples directs de pression du pouvoir. On pourrait faire un livre rien qu'en additionnant les communiqués syndicaux dénonçant telle ou telle pression précise. Nous avons vu dans notre précédente édition ce qu'il en était de la valse des directeurs. Le choix des journalistes n'a pas failli à la règle. Présentons simplement ces propos de Chirac, cité par Jean Diwo dans son livre «Si vous avez manqué le début...»: «Je ne me suis absolument pas occupé des nominations à la télévision, je ne connaissais personne (sic). Quand il s'agissait de pourvoir un poste, Ponia sortait un papier de sa poche et citait les noms de «possibles». Et Marcel Jullian, ancien PDG d'Antenne 2, de compléter dans un autre livre: «C'est là qu'on me glissa, devant mes petits camarades, que

je serais bien avisé de prendre Xavier Larrère comme directeur; Armand Jammot comme directeur des programmes et Henri Marquie comme directeur de l'information...»

### Les faits et les commentaires

Directeur de l'information... C'est là qu'intervient la nouveauté giscardienne. On dissocie. L'information devient un secteur à part. Dans l'information, on affirme, comme le faisait Giscard récemment, «l'objectivité, c'est-à-dire le principe de séparation du fait et du commentaire». Les partis veulent s'exprimer à la télé? On leur organise des «tri-

bunes», des «débats», bien délimités, annoncés comme tels. On diffuse au journal de 20 h. des extraits de discours, on montre les congrès. Ça c'est la «politique», et chacun des partis bourgeois est traité en égal (par exemple, pour les européennes, le décompte a fait apparaître que la liste Mitterrand a eu 10 h. 31 mn d'antenne, contre 9 h. 49 pour Chirac, 9 h. 22 pour Veil, et 8 h. 56 mn pour Marchais). Il y a aussi des «commentateurs» politique. C'est leur métier, ils «commentent». Mais ce n'est, n'est-ce pas, que leur avis. Et puis il y a les faits. L'analyse d'un journal télévisé est de ce point de vue éloquent (voir encart). Car «les faits», ce sont les grands problèmes du pays, et donc ceux auxquels le gouvernement s'attache. Quand Monory apparaît sur l'écran pour parler du chômage, il ne fait pas de politique. Simplement, il est ministre, il a des responsabilités, il travaille, et il parle de son travail. D'ailleurs, le journaliste de service a préalablement présenté «les faits», il a parlé de la «crise mondiale», du pétrole, etc.

L'opposition, ou le RPR, ne sont pas absents, que non. On parle d'eux. Après que Monory eut parlé du chômage, un vrai problème, on traite des querelles de courants au PS, si possible avec une déclaration. Et Maire peut même être invité à parler du chômage, lui aussi. A «cartes sur tables», dans une émission «politique». «Les faits», vous savez, la crise mondiale, le pétrole, ils sont donnés d'ailleurs, dans le journal. Quant à Giscard, il ne participe pas aux émissions politiques: il «fait le point» avec les Français, sur la crise mondiale, le pétrole...

Ainsi va la censure libérale, qui se pare de l'objectivité pour mieux intoxiquer. La censure, ce n'est plus l'action de supprimer telle information ou tel propos. C'est devenu, plus subtilement, l'art d'accommoder les choses. C'est une autre forme de la désinformation.

## «Et maintenant, la politique»

Lundi 22 octobre - TF1 - 20 heures.

Événement numéro un pour Gicquel: la maladie de Barre. Il y consacre ses deux premières minutes. En donnant les faits: «C'est donc encore aujourd'hui de sa chambre d'hôpital qu'il assume les fonctions définies par la Constitution et c'est de cette même chambre qu'il suit avec ses collaborateurs une actualité politique plutôt fournie...» Nous avons un bon Premier Ministre, malade d'avoir trop travaillé, mais qui, malgré tout, de sa chambre d'hôpital...

Événement numéro 2: la nomination de Debatisse au gouvernement. La signification politique est évidente. Un «commentateur» en parlera à 23H30. Mais pour l'instant, les faits: notre industrie agro-alimentaire est mal en point, il faut s'en occuper. 5 minutes là-dessus. Notons au passage que les «explications globales» d'Emmanuel de la Taille, transcrites sur le papier, font 2700 caractères. Moins d'un quart de page du Quotidien du Peuple. Drôles d'explications globales» en si peu de place.

«La politique, maintenant» nous dit Gicquel. Avec d'abord le siège européen rendu au PS: 1 minute, avec une citation socialiste «la décision rétablit notre bon droit». Et on embraye... sur l'échec de la gauche à Aix-en-Provence. Là, comme par hasard, commentaires du PS (contre le PCF) et commentaires du PCF (contre le PS). Et pour finir, citation de l'UDF raillant la querelle PS-PCF.

«La politique toujours», poursuit Gicquel en abordant le débat budgétaire. Enfin un commentaire journalistique, en direct du Palais Bourbon: «Pour comprendre, il faudrait être expert en procédure, docteur en subtilité, licencié en sous-entendu, etc...»

«Les autres nouvelles maintenant», celles qui ne sont pas politique sans doute: la grève des médecins, le procès de Liska, le procès des gangsters, de Nice, la Tchécoslovaquie, le Tour d'Italie automobile, etc...